

# E-BULLETIN DE L'UIP

No.5 - 14 juin 2012

1. **Aung San Suu Kyi bientôt devant le Parlement britannique tandis que l'UIP poursuit son travail au Myanmar**
2. **Les Parlements d'Afrique de l'Ouest veulent faire cesser la traite et le travail des enfants**
3. **Sommet Rio+20 : les parlementaires vont y réfléchir à la mise en œuvre de l'accord sur le développement durable**
4. **L'UIP se réjouit de la libération d'un ancien parlementaire burundais**

**Aung San Suu Kyi bientôt devant le Parlement britannique tandis que l'UIP poursuit son travail au Myanmar** - Quand la chef de file de l'opposition birmane, Aung San Suu Kyi, s'exprimera devant les deux chambres du Parlement britannique le 21 juin, à l'occasion d'un déplacement qui la conduira dans cinq pays d'Europe, une nouvelle mission d'experts de l'UIP aura débuté au Myanmar pour aider les autorités à doter le Parlement d'une bibliothèque moderne, doublée d'un centre de documentation.

Cette mission est la dernière en date d'une série de missions qui s'échelonneront tout au long de l'année pour accompagner le Myanmar dans sa transition vers une démocratie parlementaire. Elle fait suite à une évaluation conduite par l'UIP en mai dernier dont il est ressorti, entre autres choses, qu'il fallait en priorité mettre sur pied une bibliothèque doublée d'un service de documentation ayant vocation à aider les parlementaires dans leur travail quotidien. La mission à venir devra déterminer précisément les besoins et les moyens d'y répondre.

En outre, l'équipe de l'UIP, composée de deux experts des parlements australien et israélien, formera le personnel de la bibliothèque aux services de documentation et d'information à fournir aux parlementaires.

C'est là un élément important car la prochaine session parlementaire s'ouvrira en juillet. A l'occasion de la première évaluation, l'UIP a constaté que le tout jeune Parlement du Myanmar avait d'ores et déjà adopté un grand nombre de lois sur la réforme économique et démocratique et amendé les textes existants sur différents points. Elle a aussi constaté que le Parlement du Myanmar était considéré comme un élément moteur dans le changement amorcé par le pays et qu'il avait un grand nombre de projets de lois en attente.

L'UIP appelle instamment la communauté internationale à apporter au Myanmar, et à son parlement en particulier, l'appui dont il a besoin dans sa transition vers la démocratie parlementaire. Elle-même recherche des fonds pour financer son programme d'appui à long terme au Parlement du Myanmar.

**Les Parlements d'Afrique de l'Ouest veulent faire cesser la traite et le travail des enfants** - Des parlementaires d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, ainsi que des représentants du Parlement de la CEDEAO, ont pris de nouvelles mesures pour renforcer l'action contre la traite et le travail des enfants dans la région, à la faveur d'un séminaire organisé par l'UIP, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (OCDE) et le Parlement de la CEDEAO.

Lors de cette rencontre, ils ont instamment demandé aux parlements nationaux de ratifier les accords et conventions internationaux sur ces questions et de n'épargner aucun effort pour les faire appliquer. Dans une déclaration cosignée par la CEDEAO et l'UIP, ces parlementaires réaffirment la nécessité d'intensifier la lutte contre la traite et le travail des enfants. Ils y appellent en outre l'UIP à accompagner les parlements dans cette démarche.

Cette déclaration souligne la nécessité d'un programme régional conjoint UIP-Club du Sahel pour continuer à aider les parlements à créer un cadre juridique régional pour remédier à ce fléau.

Ce séminaire, qui s'est ouvert le 12 juin - Journée mondiale contre le travail des enfants -, s'inscrit dans le cadre d'un projet financé par la Belgique pour soutenir l'action des parlements contre l'exploitation des enfants en Afrique de l'Ouest. Cette région est en effet le théâtre d'une traite des enfants à des fins d'exploitation dans différents secteurs comme la pêche, l'agriculture, l'extraction minière, le travail domestique, voire la mendicité. Le travail des enfants y est endémique, il concerne des millions d'enfants. Une étude réalisée au Ghana en 2001 a montré qu'il touchait 20 % des enfants de 5 à 17 ans, notamment dans l'agriculture. Ces dernières années, on a beaucoup parlé de l'exploitation des enfants dans les plantations de cacao. Ils sont en effet plusieurs centaines de milliers à travailler dans ces plantations au Ghana, au Nigéria, au Cameroun et en Côte d'Ivoire.

**Sommet Rio+20 : les parlementaires vont y réfléchir à la mise en œuvre de l'accord sur le développement durable** - Les parlementaires qui assisteront à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable à Rio de Janeiro au Brésil se pencheront sur le rôle que les parlements nationaux pourraient jouer dans l'application d'un éventuel nouvel accord sur le sujet. Ces parlementaires, membres de la délégation de leur pays à la Conférence, prendront part à une séance d'information organisée par l'UIP à l'ouverture du Sommet, 20 ans après la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Il y sera question non seulement du rôle que le nouvel accord pourrait conférer au Parlement, mais aussi des dispositions fondamentales visant à définir de nouveaux objectifs de développement durable.

La Conférence des Nations Unies vise à relancer la dynamique de la première Conférence de Rio, en 1992, et à donner un tour plus incisif aux politiques nationales et internationales de développement durable. Elle privilégiera la création d'une économie verte dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, et l'instauration d'un nouveau cadre institutionnel pour le développement durable.

**L'UIP se réjouit de la libération d'un ancien parlementaire burundais** - L'UIP a accueilli avec satisfaction l'acquittement, au début du mois, de l'ancien parlementaire burundais Pasteur Mpawenayo, qui a passé près de quatre ans en prison. M. Mpawenayo, dont le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP suivait le dossier, a été arrêté en 2008 et inculpé de complicité avec l'ancien Président du CNDD-FDD, Hussein Rujaburujabura, dans un complot contre la sécurité de l'Etat. Après l'appel lancé l'année dernière par une mission que l'UIP avait dépêchée au Burundi, sa 126<sup>ème</sup> Assemblée a demandé instamment dans une résolution que ce dossier soit rapidement clos, estimant qu'il avait des mobiles politiques. Cette résolution réitérait en outre l'appel à ce que l'UIP puisse avoir accès aux dossiers de M. Mpawenayo et de deux autres parlementaires, Gérard Nkurunziza et Deo Nshirimana. L'UIP était en effet très préoccupée par le placement en détention provisoire de ces anciens parlementaires et la lenteur des procédures engagées

contre eux, en particulier contre M. Mpawenayo, détenu, à certains moments, dans de très mauvaises conditions et sans accès à des soins de santé appropriés. Après cet acquittement, l'UIP aimerait savoir quelle incidence cette décision pourrait avoir sur M. Radjabu, condamné sur les mêmes chefs d'accusation et qui purge actuellement une peine de 13 ans de prison.